Yod

Revue des études hébraïques et juives

21 | 2018

Histoires transgénérationnelles

Avant-propos

Anne Grynberg

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/yod/2593>

DOI : [10.4000/yod.2593](https://doi.org/10.4000/yod.2593)

ISSN : 2261-0200

Éditeur

INALCO

Référence électronique

Anne Grynberg, « Avant-propos », *Yod* [En ligne], 21 | 2018, mis en ligne le 06 avril 2018, consulté le 08 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/yod/2593> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/yod.2593>

Ce document a été généré automatiquement le 8 juillet 2021.

Yod est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Avant-propos

Anne Grynberg

- 1 Les articles qui composent le dossier de ce numéro de *Yod* sont le fruit des travaux d'un atelier de recherche international organisé par le Comité d'histoire auprès de la CIVS¹ et intitulé : *The Politics of Repair: Restitution and Reparations in the Wake of the Holocaust*. Celui-ci s'est tenu du 22 juillet au 3 août 2013 à l'*United States Holocaust Memorial Museum de Washington* qui a pris en charge son organisation. Il a réuni une dizaine de chercheurs².
- 2 Près de vingt ans après l'ouverture d'une ère nouvelle dans les politiques de « réparations » de plusieurs pays européens, souvent sous l'impulsion des États-Unis, il nous a paru essentiel d'esquisser un bilan – sans avoir nulle prétention à l'exhaustivité – et de préciser un certain nombre de questionnements.
- 3 La spoliation de leurs biens matériels a été partie prenante de la politique nazie d'anéantissement des Juifs : en acculant ceux-ci à la ruine, elle les a rendus d'autant plus vulnérables et a favorisé leur assassinat massif. C'est donc dans le cadre de l'histoire de la persécution des Juifs d'Europe que la spoliation de leurs biens doit être analysée et contextualisée. Et c'est dans celui de la reconstruction de l'après-guerre, bientôt marqué du sceau de la guerre froide, puis dans celui des transformations survenues en Europe à partir de la décennie 1990, après l'effondrement du communisme et le réexamen du statut même de la propriété privée, que doivent être étudiées les politiques successives de restitution et d'indemnisation.
- 4 Pendant ces quinze jours d'échanges, nous nous sommes efforcés de préciser la chronologie, en cernant les facteurs de continuité mais aussi les changements voire les points de rupture au fil des décennies, en liaison avec l'évolution géopolitique de l'Europe et le développement de la mondialisation. C'est dans ce contexte que sont intervenus de nouveaux acteurs : les commissions historiques mises en place dans plus de vingt pays, qui ont enquêté sur le sort des « biens juifs » pendant et après la guerre. Leurs travaux ont mis en lumière la complicité plus ou moins active de plusieurs gouvernements d'Europe occupée, ainsi que l'attitude fort trouble des autorités de certains pays neutres, de la Suisse en particulier. Elles ont engendré parfois – pas

toujours – la reconnaissance officielle des fautes commises et la mise en œuvre de nouvelles politiques publiques de la mémoire.

- 5 Nous nous sommes demandé dans quelle mesure cette évolution avait eu un effet cathartique sur les victimes ou sur leurs ayants droit, parmi lesquels s'étaient transmis la mémoire transgénérationnelle et le douloureux sentiment de la perte des biens matériels comme symbole même de l'expérience de la persécution. Nous nous sommes interrogés sur la transformation du statut de victime depuis la fin de la guerre et sur les formes de sa transmission, sur les questions induites en termes d'affirmation identitaire et de rapport à la société environnante. Et nous avons tenté d'analyser la/les manière(s) dont les opinions publiques avaient réagi face à cette prégnance de la mémoire de la Shoah, encore complexifiée par l'intervention d'éléments financiers parfois porteurs de stéréotypes négatifs.
- 6 En filigrane, se posent des questionnements citoyens et éthiques fondamentaux. Ces nouvelles politiques publiques de la mémoire – auxquelles les restitutions et indemnisations mises en œuvre depuis les années 1990 ressortissent directement – ont-elles ouvert un chapitre inédit dans la considération accordée aux victimes, au-delà même de celles de la Shoah ? Sont-elles synonymes, peu ou prou, d'une tentative de faire émerger une justice internationale plus déterminée et plus efficiente ?
- 7 Et, interrogation ultime : la restitution de biens matériels ou le paiement d'indemnités peuvent-ils contribuer à redresser des torts historiques ? S'ils ne ramènent évidemment pas les morts à la vie, permettent-ils au moins aux générations nouvelles de se sentir comprises et reconnues et de se tourner de manière apaisée vers un avenir plus consensuel ? Si oui, cela voudrait peut-être dire qu'il y a plusieurs manières de comprendre l'expression « réparer l'histoire³ ».

NOTES

1. Instituée par le décret n° 99-778 du 10 septembre 1999, la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'occupation (CIVS) est chargée d'examiner les demandes individuelles présentées par les victimes de spoliations matérielles ou par leurs ayants droit – www.civs.gouv.fr.

Le Comité d'histoire auprès de la CIVS – placé sous la direction scientifique d'Anne Grynberg, avec la coopération active de Johanna Linsler – a été institué par un arrêté du Premier ministre en date du 3 août 2007, avec les objectifs suivants : « analyser la genèse, les conditions d'établissement et de fonctionnement de la CIVS et dresser un bilan objectif de son action ; inscrire cette histoire dans celle de la politique française d'indemnisation, depuis l'immédiat après-guerre jusqu'à aujourd'hui, et étudier les différentes étapes des 'réparations' de la spoliation de biens matériels qui a été l'une des composantes de la persécution antijuive des années 1940 ; retracer l'histoire et conserver la mémoire de familles juives en France pendant la guerre et l'Occupation ainsi que dans le cadre de la reconstruction de l'après-guerre ; mener une

étude comparative entre le cas de la France et celui d'autres pays en Europe (de l'Ouest et de l'Est) et hors d'Europe, en confrontant les points de vue de chercheurs travaillant dans ce domaine ainsi que ceux des acteurs des diverses commissions nationales qui ont été mises en place depuis la décennie 1990. »

2. Y ont participé : Alexander Karn (Colgate University), Nathan Kurz (Harvard University, Cambridge), Jurgen Lillteicher (Willy-Brandt-Hauses, Lübeck), Stephan Lehnstaedt (Touro College, Berlin), Johanna Linsler (EHESS, Paris), Regula Ludi (Université de Berne), Ilaria Pavan (École Normale Supérieure de Pise), Nikos Tzafleris (Université de Thessalonique). Sont également intervenus : Diane Afoumado (USHMM/International Tracing Service), Elazar Barkan (Columbia University, New York), Roy Brooks (San Diego University), Yukiko Koga (Hunter College, New York), Jaechyung Oh (Université Nationale de Séoul), Steven Perles (Perles Law Firm PC, Washington DC), Vervellia Randall (Université de Dayton), Mia Sussman (Equal Justice Works, Washington DC). Krista Hegburg en a assuré la logistique, et bien plus encore. Cet atelier de recherche a bénéficié du soutien du Mandel Center.

L'article de Laurent Douzou est quant à lui issu d'une intervention prononcée lors du colloque organisé au Mémorial de la Shoah par le Comité d'histoire auprès de la CIVS le 14 avril 2013 : *Restitutions des « biens juifs » spoliés, indemnisations, « réparations »*.

3. Cf. Antoine GARAPON, *Peut-on réparer l'histoire ? Colonisation, esclavage, Shoah*, Paris, Odile Jacob, 2008.

AUTEUR

ANNE GRYNBERG

Inalco, USPC